



BALKANS

**Les principales étapes de l'histoire
de la Serbie**

Mémoire de géopolitique
du Lcl Fernando MANSUR

dans le cadre de l'étude dirigée "Géopolitique des Balkans"

Directeur : Ambassadeur Georges-Marie CHENU

Avril 2001

LES PRINCIPALES ETAPES DE L'HISTOIRE DE LA SERBIE

Sommaire

Partie I :

L'émergence de l'identité serbe

Les sources de la nation serbe

La domination ottomane

Partie II :

La lutte pour l'indépendance

L'autonomie

L'indépendance

Partie III :

Les principaux faits du XX^e siècle

La Serbie jusqu'en 1945

La Serbie depuis 1945

La Serbie après Tito

LES PRINCIPALES ETAPES DE L'HISTOIRE DE LA SERBIE

Table des matières

	Page
Introduction	4
Partie I : L'émergence de l'identité serbe	5
1.1 Les sources de la nation Serbe	5
1.2 La domination ottomane	7
Partie II : La lutte pour l'indépendance	9
2.1 L'autonomie	9
2.2 L'indépendance	13
Partie III : Les principaux faits du XX^e siècle	14
3.1 La Serbie jusqu'en 1945	14
3.2 La Serbie depuis 1945	20
3.3 La Serbie après Tito	23
Conclusion	31
Bibliographie	34

Introduction

La chute du communisme a provoqué un changement majeur de l'ordre mondial à la fin de 1991. Le monde vivait jusqu'alors la tension Est-Ouest, le conflit entre la démocratie et le communisme.

La nouvelle situation a créé un climat d'expectation et même d'espoir, en faisant croire qu'il n'y aurait plus de raisons pour qu'éclatent des guerres. Certains ont même prédit la fin de l'Histoire. Les éventuels conflits seraient résolus pacifiquement par la communauté des nations.

Mais le monde de l'après la guerre froide a vu la croissance de deux forces diamétralement opposées. L'une est la force de l'intégration qui se manifeste par les accords régionaux. L'autre est la force de la fragmentation qui a généré plusieurs guerres ou mouvements séparatistes.

Ainsi, au moment même où l'Europe ambitionne l'intégration par le traité de Maastricht, le monde assiste épouvanté à l'horreur de la guerre en ex-Yougoslavie.

L'un des acteurs principaux de ce conflit est le peuple Serbe. Mais, qu'est-ce qui justifie sa participation? Comment s'est construite son histoire? Son comportement est-il un héritage de son histoire?

Afin de répondre à toutes ces questions, nous présenterons les principales étapes de l'histoire de la Serbie. Le but est de constater que la Serbie s'est édifiée contre des adversaires successifs; son histoire est violente et inachevée. Nous nous proposons de structurer cet étude en trois parties.

Tout d'abord, nous aborderons la domination ottomane, en examinant au préalable les principes des Serbes.

Ensuite, dans une deuxième partie, nous verrons la lutte pour l'indépendance au XIX^e siècle, en passant par l'autonomie.

Enfin, nous montrerons les principaux faits du XX^e siècle, en les structurant en trois phases à savoir: la Serbie jusqu'en 1945; la Serbie depuis 1945 et la Serbie après Tito.

L'émergence de l'identité serbe

1.1 Les sources de la nation Serbe

Les sources de la nation Serbe ne sont pas connues avec précision. Les Slaves franchirent le Danube, entre 527 et 565, en incursions dévastatrices jusqu'à l'Adriatique, le golfe de Corinthe, le littoral de la mer Egée, attaquant les villes puis se repliant au-delà du fleuve. Délivrés de la domination avare, les Slaves restèrent dans les Balkans où ils avaient pénétré jusqu'au fond du Péloponnèse. Les premiers arrivés sont ceux que l'on appelle aujourd'hui les Macédoniens et les Slovènes. Ils seront suivis par ceux qui se différencieront plus tard en Croates et en Serbes, en venant de régions situées dans le sud de l'actuelle Pologne. La différenciation vient avec la partition religieuse de 1054 entre catholiques et orthodoxes et les différentes occupations étrangères.

Ils demeurent soumis aux pressions plus ou moins fortes de leurs voisins Byzantins au sud, Bulgares à l'est, Croates (puis Hongrois) à l'ouest. Aux IX^e et X^e siècles, des Royaumes reposent sur l'union de tribus slaves, souvent dépendantes de l'Empire byzantin. Raska, Duklja, Zahumlje, Neretvljanska, Konavli et Travunja sont les plus connues. Deux ensembles parviennent néanmoins à se distinguer: la Zeta, préfiguration du Monténégro, et la Raska, qui a pour capitale Ras (au nord de l'actuelle Novi Pazar, dans le Sandjak) et annonce la Serbie.

Durant la seconde moitié du XII^e siècle, Etienne Nemanja, grand "joupan" de Raska, parvient à y adjoindre la Zeta et à se dégager de la suzeraineté de Byzance. Il se retire ensuite auprès de son fils cadet Sava, moine au Month Athos, en laissant le pouvoir à son fils aîné. C'est la période des deux siècles de règne de la dynastie des Nemanjides (1170 – 1371) sur lesquels s'appuient principalement les nationalistes serbes pour affirmer leurs revendications territoriales.

C'est également sous cette dynastie que s'est mis en place l'un des piliers fondamentaux de l'identité serbe, son Eglise. Celle-ci est née de la volonté des fils de Nemanja, Stevan et Sava. La conversion au christianisme orthodoxe s'achève dès la fin du IX^e siècle, sous l'égide du foyer spirituel d'Ohrid. En 1217, afin de se faire couronner roi par le pape Honoré II, Stevan avait promis que la Serbie deviendrait

catholique, mais la politique de son frère Sava a vite confirmé la fidélité de la Serbie à l'orthodoxie. Sava obtient la création d'une église serbe autocéphale et, devenu archevêque, couronne en 1221 son frère selon le rite orthodoxe. Ainsi s'instaure la dynastie Némanjide. Sava sera canonisé peu de temps après. Devenue un royaume, la Serbie restait un Etat fort modeste. À l'époque, c'était la Bulgarie qui faisait figure de puissance régionale capable de tenir tête à Byzance.

Selon l'habileté ou les faiblesses des successeurs de Stevan Provceni, les contours, la taille et la puissance de la Serbie ont beaucoup varié sous les Némanjides – une réalité bien occultée par les nationalistes serbes, qui évoquent la puissance et l'immensité d'un Empire serbe médiéval.

Cet empire a bien existé, il fut même le plus puissant des Balkans à son époque. Le royaume némanjide a résisté aux Bulgares et aux Byzantins, mais il n'a duré qu'un petit nombre d'années, sous le règne d'Etienne Douchan¹ (1331 – 1355). Par sa politique ambitieuse, Douchan était parvenu à étendre son pouvoir sur l'actuelle Serbie jusqu'au Danube, à une partie de la Bosnie, à ce qui correspond aujourd'hui à l'Albanie, à la Macédoine ainsi qu'à la moitié nord de la Grèce, jusqu'au golfe de Corinthe. Comme l'Empire bulgare au siècle précédent, son ambition était de supplanter l'Empire byzantin, son modèle. En 1346 à Skopje, l'archevêque de Peč, devenu patriarche, couronne Douchan qui prit le titre de "tsar des Serbes et des Grecs", mais cet empire n'a pas survécu à son fondateur. Après sa mort, en 1355, il se morcela très vite en principautés rivales.

Cette période de l'histoire médiévale serbe est aussi une époque de référence sur le plan culturel. De nombreux monastères orthodoxes furent construits principalement dans le sud de la Serbie, l'actuel Kosovo, comme Sopocani, Decani ou encore Studenica, connus pour leurs fresques religieuses. Témoins de la présence serbe dans la région, à une certaine époque, les monastères sont partie intégrante de l'héritage national. Au yeux des Serbes, leur présence est un argument pour légitimer le contrôle de ces régions. Se séparer du Kosovo serait un acte hérétique dans les consciences populaires serbes.

Douchan meurt sans entreprendre son grand projet: s'emparer de Constantinople. A ce moment, les Ottomans prennent pied en Europe (à Gallipoli en

¹ Dušan

1354); une dizaine d'années plus tard, ils sont à Andrinople.

1.2 La domination ottomane

Uros (1355 – 1371), le fils de Douchan, est à l'origine de la disparition de l'empire bâti par son père. Il ne peut en maintenir l'unité: l'empire Serbe éclate en multiples principautés qui n'ont pu que faciliter la pénétration des armées ottomanes dans les Balkans. Le prince Lazare Hrebeljanovi ć² (1371 – 1389) tente de résister mais trouve la mort à bataille de Kosovo Polje, en 1389, qui sonne le glas de l'indépendance serbe.

Pour les Serbes, comme pour les autres peuples des Balkans, allait commencer ce qui est traditionnellement décrit comme le début d'un long cauchemar. L'occupation ottomane, qui dura près de cinq siècles, est rétrospectivement présentée comme la malédiction qui aurait empêché les Serbes de réaliser leur dessein national. Persuadés que l'histoire de leur pays s'est déroulée sous une mauvaise étoile, ils en commémorent encore la date la plus funeste, 1389. Cette date symbole est celle de la bataille de Kosovo Polje. Même si le sultan ottoman, Mourad I^{er}, y trouva la mort, tout comme son principal protagoniste, le Serbe Lazar Hrebeljanovic, la victoire des forces ottomanes fut éclatante. Elle allait permettre l'occupation complète du territoire serbe jusqu'au XIX^e siècle.

Le fils de Mourad, Bâyezîd, se retrouvait à la tête d'un empire solidement établi dans les Balkans. Par contre le fils de Lazar, Etienne Lazarevi ć (1389 – 1427), se soumet au sultan puis, pour se dégager, se rapproche du roi de Hongrie qui l'aide à établir en 1412 une place forte à Belgrade. Son successeur Georges Brankovi ć³ (1427 – 1456) hérita d'une mince bande de terre située le long de la Save et du Danube. Il installe une capitale à Smederevo (à l'est de Belgrade) que les Turcs prennent en 1439 et occupent, définitivement, en 1459. La Serbie devient un "pachalik" ottoman. La même année, le patriarcat de Peć est supprimé⁴.

Au XV^e siècle, le centre de gravité de l'empire serbe s'est déplacé vers le nord, phénomène qu'accroissent les migrations au-delà de la Save et du Danube, dans

² Successeur d'Uros.

³ Djuradj Brankovic.

⁴ Il sera rétabli en 1557 par un grand vizir d'origine serbe à l'intention de son frère orthodoxe.

le sud du royaume de Hongrie. Mais, dès 1521, les Turcs prennent Belgrade puis battent en 1526 les Hongrois à Mohács de telle sorte que les Serbes émigrés se trouvent, eux aussi, soumis à leur domination.

L'échec des Turcs devant Vienne, en 1683, inaugure pour les Serbes une période de bouleversements. En 1688, les armées autrichiennes prennent Belgrade puis s'avancent jusque dans la région de Kosovo, en incitant les Serbes à la révolte. La réaction turque contraint les Autrichiens, en 1689-1690, à se replier vers le nord, accompagnés du patriarche de Peć et de 37000 familles serbes, qui s'installent dans l'actuelle Voïvodine; une autre vague suivra en 1694. Trois ans plus tard, les Turcs sont battus. Au traité de Karlowitz⁵ (1699), ils abandonnent la Batchka et le nord de la Sirmie, mais non le Banat. Le patriarche serbe s'établit à Karlowitz en Sirmie. À nouveau battus, les Turcs doivent, au traité de Passarowitz (1718) céder le Banat, le sud de la Sirmie et la Serbie, entre autres territoires. Le répit est de courte durée: les Turcs l'emportent dans la guerre qu'ils ont déclenchée en 1736 et l'Autriche, au traité de Belgrade (1739), leur restitue la Serbie. La frontière septentrionale de la Serbie ne variera dès lors plus jusqu'à la Première Guerre mondiale.

Après le départ des Serbes de la région de Kosovo⁶, des populations albanaises s'y installent. Par ailleurs, les Serbes réfugiés chez les Habsbourg ne restent pas tous en Voïvodine: nombre d'entre eux s'installent dans les Confins militaires, en particulier au centre de la Slavonie et dans le sud de la Croatie. En Voïvodine, d'autres populations s'ajoutent aux Serbes pour procéder à la recolonisation. La Serbie ottomane connaît pour sa part une période sombre. Le patriarcat de Peć est en 1739 confié à un Grec, puis supprimé en 1767. À Belgrade, la garnison de janissaires, que Constantinople contrôle de moins en moins, fait régner la terreur.

⁵ Karlovci.

⁶ Désormais dite "Vieille Serbie".

La lutte pour l'indépendance

2.1 L'autonomie

Il a fallu attendre le XIX^e siècle pour assister aux premières révoltes sérieuses des peuples des Balkans. À l'époque, les insurrections prirent un tour nouveau, profitant des faiblesses d'un Empire ottoman en pleine décadence et des encouragements des puissances occidentales soucieuses de voir reculer les Turcs pour avancer leurs pions dans la région. Influencé par les idées nationales européennes, comme par l'idéal de la Révolution française, un processus d'émancipation nationale s'est, tout au long du siècle, mis en place dans l'esprit des élites.

Tout au long du XIX^e siècle, deux dynasties se disputent le pouvoir en Serbie. Georges Petrović, dit Karageorges⁷ (Georges le Noir), fonde la première, celle des Karageorgevitch⁸; Miloš Obrenović la seconde.

En même temps, il semble bien que des considérations économiques soient à l'origine des premiers soulèvements, tel celui qui prit naissance en 1804 en Sumadija, même par Georges Petrović, et qui se solda par un échec. En effet, soucieux de développer leur petit commerce, les riches propriétaires terriens souhaitaient maîtriser complètement leur production et ne plus dépendre de l'occupant turc.

Une première insurrection éclate en 1804 dans la Choumadia, dirigée par Karageorges qui prend Belgrade en 1806 et se fait proclamer en 1808 prince héréditaire. Les Turcs réagissent brutalement. Au traité de Bucarest signé avec la Russie en 1812, le sultan reconnaît néanmoins l'autonomie de la Serbie. Dès 1813, les combats reprennent: les Turcs prennent Belgrade et se livrent à des massacres. Karageorges se réfugie en Autriche, où il est interné. Il mourra assassiné à son retour d'Autriche, en 1817, sur l'ordre de Miloš.

En 1815, une nouvelle insurrection part de la Choumadia, dirigée par Miloš Obrenović. Habile, celui-ci parvient à combattre et négocier simultanément, plus

⁷ Karagjorgje

⁸ Karadjorgjević

diplomate que son rival, en permettant à la Serbie de préparer le terrain à des concessions turques. Grâce à une entente directe avec les Ottomans et la pression de la Russie, les Turcs acceptent que la Serbie forme une principauté vassale, avec son Assemblée⁹ et son armée. Mais la Serbie conserve un gouverneur turc, soutenu par de solides garnisons, et verse un tribut annuel.

La première intervention des armées russes dans les Balkans conduit au traité d'Andrinople (1829). En 1833, la Serbie gagne des territoires au sud et son autonomie. Miloš est reconnu comme prince héréditaire par le sultan. Il abdique en 1839 et le titre de prince passe en 1842 à Alexandre Karageorgevitch¹⁰.

L'idée nationale serbe, mise en place par une élite encore restreinte, aura plus de mal à gagner le reste de la population. Il est vrai que les discours sur la nation serbe ne correspondaient pas vraiment à la réalité sociale. La conscience nationale était loin de s'imposer à tous. La grande masse des individus vivait son enracinement social au niveau local le plus étroit, la région, le village, le clan, la famille. Pour beaucoup, la seule référence à une échelle beaucoup plus large était l'appartenance religieuse.

Créée par les idéologues, la nation serbe est avant tout une "construction imaginaire". L'idée fut ensuite diffusée auprès de la population. Contrairement à ce que prétendent les nationalistes serbes actuels, on ne naît pas serbe, on le devient. Résultat d'une éducation et d'un enseignement particuliers, la nationalité est culturelle.

On le voit, l'histoire joue un rôle majeur dans la formation de la conscience nationale. Les nationalistes du XIX^e siècle, selon qu'ils étaient plus influencés par la philosophie des Lumières ou par les théories nationales de l'époque, ont proposé des projets d'organisations étatiques très différents, s'appuyant chacun sur une historiographie particulière.

Dans l'esprit de certains, la création d'une conscience nationale serbe devait permettre de fonder un État national. Encore aurait-il fallu que les promoteurs de ce genre de projet s'entendent sur la forme à donner à cet État.

Les uns préconisaient un État nationalement restrictif créé pour les Serbes et

⁹ Skupština

¹⁰ Fils de Karageorges

dirigé par eux. D'autres, moins radicaux, et souvent plus démocrates, cherchaient à promouvoir des options de type fédéral ou confédéral réunissant les nombreux peuples de la région.

L'idée d'une Grande Serbie fut développée par Ilija Garasanin (1812 – 1874), dans *L'Esquisse (Nacerjante)*. Ce projet, publié en 1844 par un Serbe conservateur (ministre de l'Intérieur de la principauté de Serbie de 1844 à 1853), est considéré comme le premier programme politique de l'État serbe moderne.

Rejetant toute idée de fédération, son option était grand-serbe, mais ne devait être appliquée, selon lui, que dans le cadre d'un État regroupant tous les Slaves du Sud. Garasanin ne faisait référence qu'à ceux qui vivaient sous occupation ottomane et posait la Serbie en "protectrice naturelle de tous les Slaves turcs".

La perception territoriale de ce projet n'était pas exempte de préoccupations géopolitiques, notamment du souci de ménager à la Serbie une ouverture sur la mer. Selon Ilija Garasanin, la Serbie avait vocation à contrôler les territoires formant aujourd'hui le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine et le nord de l'Albanie.

Pour étayer ses revendications il évoquait l'héritage des royaumes serbes des XIII^e et XIV^e siècle ainsi que celui de l'empire de Dusan. S'appuyant sur une telle légitimité historique, il entretenait la confusion entre les termes de "Slaves du Sud" et de "Serbes".

Pour lui, l'arrivée des Ottomans avait interrompu le développement étatique de la nation serbe et remis ce travail à plus tard. Reprenant le thème de l'héroïsme des ancêtres, Garasanin rappelait que les Serbes s'étaient battus pour leur liberté et qu'ils avaient le droit de continuer ce combat.

Au sein de ce nouvel État, les minorités catholiques, musulmanes ou autres devaient trouver les moyens d'exprimer leur identité, mais dans le cadre d'un État régi par les Serbes. Le projet de Garasanin n'est pas celui d'une union égalitaire pour tous les Yougoslaves. Prenant modèle sur d'autres États européens, il prônait la suprématie du peuple serbe sur les autres peuples à libérer du joug ottoman.

Les recommandations de Garasanin ne trouvèrent des applications concrètes qu'à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, notamment lors des luttes aboutissant au congrès de Berlin (1878) et aux Guerres balkaniques (1912-1913 et 1913). Cependant les élites serbes, défendant cette vision, ne la transformèrent en

véritable force politique qu'avec l'établissement de la monarchie parlementaire en 1903.

Au Congrès de Paris (1856), Alexandre obtient une garantie internationale pour la Serbie. Les Obrenović reviennent au pouvoir en 1858, mais c'est le chef du parti libéral, Ristić, qui va diriger le gouvernement de 1867 à 1893. En 1868, les troupes ottomanes évacuent la Serbie.

Le thème d'un Empire ottoman barbare et sans principes, persécutant la population la population chrétienne, a été largement utilisé au XIX^e siècle dans le mouvement de renouveau national des provinces chrétiennes de l'Empire. Pourtant, à côté de la spécificité musulmane de l'État, un règlement organisait la cohabitation des musulmans et des non-musulmans (maintien des langues locales, des spécificités culturelles, des autorités religieuses...). La mise en place du statut de *dhimmi* établissait une certaine protection aux chrétiens et aux juifs, leur permettant de pratiquer leur religion dans leurs propres lieux de culte. Ce statut représentait un réel avantage par rapport aux régions du reste de l'espace yougoslave occupées par l'Autriche ou la Hongrie, où l'on pratiquait conversions forcées et persécutions à l'encontre des populations orthodoxes ou juives. Sur le plan administratif et militaire, la soumission au Sultan était totale, mais n'excluait pas la promotion, jusqu'aux niveaux les plus élevés, d'individus issus des peuples soumis, Slaves, Albanais, Arméniens ou Grecs.

Si l'Empire ottoman était un État musulman, il n'y a jamais eu de campagne d'islamisation forcée, l'essentiel pour lui était de maîtriser les territoires conquis et d'obtenir de la population des prélèvements intéressants. La présence de musulmans sur le sol yougoslave résulte principalement d'une conversion volontaire des populations locales à l'islam, et non d'un apport massif de populations turques. Les vaincus pouvaient accéder à des postes élevés dans l'administration, à condition qu'ils se convertissent à la religion musulmane. Ce nouveau statut leur permettait d'échapper à certains impôts et au "ramassage" des janissaires. De jeunes garçons chrétiens et célibataires étaient, en effet, enrôlés de force dans le corps d'infanterie du Sultan. Appelés janissaires, ils étaient islamisés et servaient principalement sur les champs de bataille, ou à la garde des forteresses. Les plus brillants étaient destinés à des postes civils ou militaires à responsabilité. Le "ramassage" des janissaires était la hantise des autochtones. Dans le processus de glorification

historique, l'occupation ottomane est présentée comme une période de terreur pendant laquelle la souffrance serbe était à son comble, et le peuple serbe toujours motivé pour former des groupes de guerriers organisés, *hajduk* ou *tcheta*. C'est ce dernier terme qui a servi à forger le nom du mouvement tchetnik.

2.2 L'indépendance

Les troubles qui ont éclaté en Bosnie incitent la Serbie à déclarer la guerre à la Turquie en 1876. Les Serbes, d'abord battus, reprennent l'offensive à la fin de 1877, après l'entrée des Russes dans les Balkans. Le traité de Berlin (1878) reconnaît en définitive l'indépendance de la Serbie¹¹, mais il place la province de Novi Pazar, zone tampon entre la Serbie et le Monténégro, sous l'administration de l'Autriche, en même temps que la Bosnie-Herzégovine. Milan prend le titre de roi de Serbie en 1882. Mécontents de la fusion de la Roumélie orientale avec la Bulgarie, les Serbes attaquent en 1885 les Bulgares. Battus, ils ne doivent leur salut qu'à une intervention autrichienne. Parallèlement, la pression du nouveau parti radical, qui s'appuie sur les paysans (révoltés en 1883), suscite une évolution politique: la Constitution de 1888 fait de la Serbie une sorte de monarchie parlementaire. Elle est marquée par les luttes entre libéraux et radicaux qui vont durer jusqu'au début du XX^e siècle.

¹¹ Agrandie de la région de Niš.

Les principaux faits au XX^e siècle

3.1 La Serbie jusqu'en 1945

Au début du XX^e siècle, les Serbes n'étaient pas réunis dans un même territoire. Les uns vivaient dans le petit royaume de Serbie, alors que les autres étaient des sujets de l'Empire austro-hongrois ou de l'Empire ottoman.

Alexandre Obrenovi ć rétablit l'absolutisme monarchique avec la Constitution de 1901, avant de disparaître assassiné en 1903.

Le nouveau roi, Pierre I^{er}, est un Karageorgevitch, gendre du roi de Monténégro. Avec l'appui de son ministre Nikola Paši ć, chef des radicaux, il rétablit la Constitution de 1888 et renforce les liens avec la Russie et la France. La politique extérieure serbe change de dimension. Contrainte de reconnaître l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie en 1908 (parce que les Russes eux-mêmes n'ont pu s'y opposer), la Serbie se tourne vers le sud. Les alliances nouées avec la Bulgarie, la Grèce et le Monténégro conduisent à une déclaration de guerre à la Turquie le 18 octobre 1912. C'est la Première Guerre balkanique qui chassa presque totalement les Turcs du continent européen. Les Serbes, vainqueurs à Kosovo, occupent la Macédoine occidentale et visent un accès à la mer, à travers le pays albanais, qui sont restés aux mains des Turcs. Les grandes puissances décident alors d'intervenir: sur l'insistance de l'Autriche-Hongrie, la conférence de Londres (mai 1913) réserve le sort de l'Albanie. Pour le reste, elle ne tranche pas. En juin, les Bulgares attaquent leurs ex-alliés et sont battus. Le traité de Bucarest (août 1913) attribue la Macédoine et le nord de la province de Novi Pazar à la Serbie.

À la suite de l'attentat de Sarajevo le 28 juin 1914, l'Autriche-Hongrie adresse à la Serbie un ultimatum très sévère, puis lui déclare la guerre le 27 juillet. La Russie ne peut que soutenir son allié serbe. La Première Guerre mondiale éclate quelques jours plus tard.

L'armée serbe résiste d'abord brillamment aux troupes austro-hongroises: Belgrade, perdue en novembre 1914, est reprise en décembre. Mais en octobre 1915, l'entrée en guerre de la Bulgarie place la Serbie dans une situation intenable. L'armée serbe doit effectuer une très difficile retraite à travers l'Albanie. Les Alliés la recueillent à Corfou. Reconstituée, elle combat sur le front d'Orient, c'est-à-dire

en Macédoine, à partir de juillet 1916 et participe à la rupture de ce front en septembre 1918. L'Autriche-Hongrie dépose les armes le 3 novembre. Le Comité yougoslave constitué à Londres par des dirigeants originaires de l'Empire austro-hongrois d'une part, le gouvernement serbe dirigé par Pašić d'autre part, signent le 20 juillet 1917 la déclaration de Corfou. Celle-ci prévoit l'union des peuples yougoslaves autour de la dynastie des Karageorgevitch. Les armées du royaume de Serbie ayant été les seules, dans la région, à se battre contre l'Empire austro-hongrois et l'une des conséquences de ce conflit ayant été la disparition de cet empire, la Serbie a eu tendance à se présenter comme la libératrice des Slaves qui vivaient jusqu'en 1918 sous la tutelle de l'Autriche et de la Hongrie: les habitants de la Croatie (Croates et Serbes), de la Slovénie ainsi que ceux de la Bosnie-Herzégovine.

Dans l'idée de certains Serbes, les sacrifices occasionnés par la guerre méritaient des compensations politiques importantes pour le peuple serbe, notamment l'octroi d'une position privilégiée au sein du nouvel État yougoslave. Ainsi l'unification des Slaves du Sud s'est-elle faite autour de la monarchie serbe, avec l'idée, pour certains, que le peuple serbe majoritaire devait diriger les autres peuples. Une telle attitude ne manquera pas de dénaturer rapidement cette union des Slaves du Sud qui a donné naissance, en 1918, à la première Yougoslavie.

Le 1^{er} décembre 1918, Alexandre Karageorgevitch¹², qui succédera en 1921 son père Pierre I^{er} de Serbie, proclamait la création du royaume des Serbes, Croates, Slovènes. L'histoire de la Serbie se fonde dès lors dans celle de la Yougoslavie.

Les tentatives de rédaction d'une Constitution, en 1919-1920, mettent aussitôt à jour un conflit entre centralistes – qu'animent les radicaux “panserbes” de Pašić – et fédéralistes, recrutés surtout parmi les “Pre čani”, surnom des ex-ressortissants d'Autriche-Hongrie. Le boycottage des travaux de l'Assemblée constituante par le parti paysan croate de Radić permet néanmoins à Pašić de faire adopter une Constitution centraliste le 28 juin 1921. La Constitution renforçait déjà nettement le pouvoir serbe. Celui-ci chercha très vite à anéantir toute opposition, en particulier celle des sociaux-démocrates, des démocrates et des communistes, qui prônaient une Yougoslavie décentralisée, respectant les droits de chacun, voire une confédération balkanique plus large. Par ailleurs, certains partis nationalistes à base nationale qui

¹² Associé au pouvoir depuis 1914 avec le titre de régent et qui succédera à son père en 1921.

défendaient des idées ultraréactionnaires étaient également pourchassés. Plusieurs leaders politiques furent emprisonnés, le parti communiste fut interdit dès 1921.

Tout au long des années vingt, le conflit avec les Croates s'envenime : Radić, emprisonné en 1925 puis libéré, est victime d'un attentat le 20 juin 1928. Le 6 janvier 1929, pour rétablir l'ordre public menacé, le roi Alexandre dissout le Parlement et abolit la Constitution de 1921. Une dictature sévère succède au régime parlementaire, aggravée par la Constitution de septembre 1931. Pour bien marquer la volonté d'union nationale, le royaume prend officiellement le nom de Yougoslavie (la première Yougoslavie). L'objectif du pouvoir était de briser toute tendance séparatiste des différents peuples composant le royaume. C'est avec ce souci qu'a été conçu le découpage territorial de 1929. Selon le modèle français, les nouvelles unités administratives appelées banovine¹³, ignoraient toute frontière historique ou nationale. Leurs noms étaient ceux des principales rivières du pays (banovine de la Save, de la Morava, du Vardar, du Danube, de la Drina, de la Zeta, de la Drave, et du Vrbas). Faute d'une rivière majeure, la région côtière fut appelée banovine du Littoral. Chaque banovine avait un chef-lieu et était administré par un ban. Quelques modifications mineures furent apportées à ce découpage en 1931, puis en 1939.

Les revendications séparatistes ne se calmèrent pas pour autant, bien au contraire: les violences se multiplièrent. Les manifestations nationalistes et la crise économique contribuèrent à la déstabilisation du pays. Le nationalisme croate ne désarme pas pour autant; il s'exaspère plutôt, avec la création par Pavelić du mouvement des oustachis¹⁴ qui, le 9 octobre 1934, font assassiner le roi Alexandre à Marseille. Le prince Paul Karadjeorges exerce ensuite la régence pendant la minorité de Pierre II. Il mena une politique plus modérée que celle du roi Alexandre, son cousin. Il gouverna la Yougoslavie de 1934 à 1941, mais il manquait de charisme, et surtout le soutien de l'armée royale lui fit défaut. Il essaya pourtant de trouver un accord avec les Croates. Le régime politique ne change pas. Il faut attendre le dépeçage de la Tchécoslovaquie pour qu'en août 1939, Belgrade et Zagreb trouvent enfin un terrain d'entente: les Croates sont dotés d'une province autonome, avec sa propre assemblée.

¹³ Banovina – mot d'origine croate.

¹⁴ Mouvement faciste croate créé en exil par Ante Pavelić en 1929, et qui a exercé le pouvoir dans l'Etat indépendant de Croatie sous l'occupation allemande (1941-1945).

Cette première Yougoslavie ne correspondait guère aux projets que certains avaient formulés. Sa première appellation était “royaume de Serbes, Croates et Slovènes”. La Macédoine et le Monténégro avaient été intégrés au nouveau royaume sans aucune prise en compte de leur identité. Quant aux minorités (Albanais, Hongrois, ...), elles n’avaient aucun droit de cité.

Les Serbes, fiers de leur royaume dirigé par la dynastie serbe des Karadjeorgevic, n’ont cessé de rappeler aux Croates, aux Slovènes mais aussi aux autres peuples, que c’était grâce à eux qu’ils avaient été libérés. Très vite, fédéralistes (les Serbes) et séparatistes (les Croates) formèrent une opposition que la royauté serbe chercha par tous les moyens à anéantir.

Quant aux risques internes s’ajoutèrent des menaces extérieurs, il a fallu multiplier les concessions aux Croates pour éviter que la Yougoslavie ne subisse le même sort que la Tchécoslovaquie en 1939. C’est dans cet esprit que fut conclu l’accord serbo-croate du 26 août 1939, entre le Serbe Dragisa Cvetkovic et le leader croate Vlatko Macek. Ce compromis créa une banovine croate extrêmement avantageuse sur le plan territorial, regroupant les banovines de la Save et du Littoral, plus quelques districts de Bosnie, de Slavonie, de Symie et du Monténégro.

Mais ce découpage arrivait trop tard. En 1941, l’extrême droite croate, forte d’un large soutien populaire, profitait de l’invasion allemande pour se faire accorder par Hitler la création d’un État croate “indépendant”.

Au lieu de s’unir pour résister à l’hégémonie grand-serbe, les différents peuples du royaume de Yougoslavie résistèrent chacun à leur manière. Les partis politiques représentaient souvent une identité spécifique, et les hostilités nationales étaient savamment entretenues par le pouvoir. Elles culmineront en violence durant la Seconde Guerre mondiale.

Au début de 1941, Hitler somme la Yougoslavie d’adhérer au pacte tripartite¹⁵ en vue d’attaquer la Grèce. Le gouvernement Cvetkovic-Macek a signé, le 25 mars 1941, l’acte d’adhésion du royaume de Yougoslavie. Deux jours plus tard, d’importantes manifestations de rue réclamaient l’annulation de ce pacte. Ces événements ont fait couler beaucoup d’encre, et l’historiographie serbe voudrait montrer qu’il s’agissait alors de manifestations populaires patriotiques et spontanées

¹⁵ Alliance conclue entre l’Allemagne, l’Italie et le Japon.

traduisant le refus de la population serbe de voir son pays s'allier à l'Allemagne nazie. En fait, il semblerait que le coup d'État militaire des officiers supérieurs serbes, qui a suivi les manifestations, ait été organisé par les Anglais. Cette intervention des Britanniques traduisait les conflits d'intérêts dans les Balkans qui les opposaient aux Allemands et aux Italiens. Les Anglais jouèrent alors sur des tensions internes à la Serbie et canalisèrent habilement les manifestations populaires. Les manifestants de Belgrade scandaient: "Plutôt la guerre que le pacte", "Plutôt la tombe que l'esclavage". Ce fut sans aucun doute un succès pour la diplomatie britannique. Le gouvernement tomba et le Premier ministre, Cvetkovic, fut arrêté. Le général Simović faisait exiger que le régent assume le gouvernement. Le roi Pierre II, encore mineur, fut proclamé majeur, et un nouveau gouvernement fut formé avec les représentants des principaux partis politiques (y compris le Parti paysan croate de Macek) sous la présidence de Dusan Simovic. Le pacte est dénoncé.

Le 6 avril 1941, Hitler, fou de rage, ordonna le bombardement de Belgrade. Il détruisit la ville en grande partie et fit 27000 victimes. Le 18 avril, la capitulation de l'armée royale fut signée et la Serbie placée sous administration directe de l'Allemagne. Le roi et les membres du gouvernement de Simovic (à l'exception de Macek) s'enfuirent en Grèce, puis se réfugièrent à Londres via Le Caire et Jérusalem.

Une Serbie indépendante réapparaît cependant en 1941, sous l'étroite tutelle de l'armée allemande. Elle correspond à peu près à la Serbie postérieure à 1878, sans le district de Pirot annexé par la Bulgarie. Le général Milan Nedić, ministre de la Guerre de 1938 à 1941, dirige le gouvernement, en obéit aux ordres des Allemands. Ces derniers cherchèrent à promouvoir une troisième force contre les organisations de résistance de Tito et de Mihajlovic. Ils créèrent une formation militaire (la Garde d'État serbe), ainsi qu'une police spéciale chargée d'arrêter tous les opposants (communistes, tchetniks¹⁶, etc).

La résistance à l'occupation s'organisait dès le printemps de 1941, au nord de l'actuelle région de Kosovo. Elle comportait deux mouvements distincts: celui dirigé par le général Draža Mihajlović, un Serbe monarchiste qui, avec ses tchetniks, a

¹⁶ Nom traditionnel des guérilleros serbes. A désigné pendant la Seconde Guerre mondiale le mouvement monarchiste serbe du général Mihajlović, qui a lutté à la fois contre les Allemands et contre les partisans. Désigne aujourd'hui les groupes paramilitaires serbes.

refusé de capituler en avril, et celui dirigé par le communiste Josip Broz, dit Tito. À l'automne de 1941, une offensive allemande conduit à la rupture: les partisans¹⁷ de Tito passent en Bosnie, tandis que Mihajlović se résout à négocier avec les Allemands (arrêté à la Libération, il sera condamné à mort en 1946).

Les partisans mènent en Bosnie de très durs combats contre les occupants allemands et italiens et contre les forces croates des oustachis. À la fin de 1943, Tito installe à Jajce, au cœur de la Bosnie, un Comité national de libération, qui préfigure un gouvernement (fédéral) à venir. Le roi Pierre II, réfugié à Londres, reconnaît, en 1944, Tito comme chef de la Résistance. Lorsque les armées soviétiques libèrent Belgrade en novembre 1944, les titistes tiennent déjà une grande partie du pays.

Les combats de la Seconde Guerre mondiale reflétaient les antagonismes qui déchirèrent la nation serbe. Selon leurs convictions, mais surtout en fonction de la région où ils vivaient, les Serbes ont adhéré à des organisations rivales qui se sont violemment combattues. Ceux qui habitaient au cœur de la Serbie restèrent majoritairement fidèles à Mihajlović, alors que les Serbes de Krajina, de Slavonie, de Dalmatie ou de Bosnie-Herzégovine optèrent plutôt pour les Partisans de Tito. Ce sont ces derniers qui ont eu le plus à subir la terreur des fascistes croates du régime oustachi d'Ante Pavelić. Il n'empêche que la mémoire des massacres oustachi de cette époque dont ont été victimes les populations serbes est gravée dans la conscience identitaire du peuple serbe tout entier.

En Serbie même, les premières victimes de la guerre furent les Juifs et les Tsiganes avant même les Serbes orthodoxes. Pourtant les représailles contre les civils y furent drastiques: pour un Allemand tué, cent civils étaient exécutés, car les Allemands avaient peu d'hommes dans les Balkans et particulièrement en Serbie, une grande partie de leurs forces étant mobilisée sur le front russe. Le massacre le plus important fut sans doute celui de Kragujevac: les Allemands y exécutèrent toute la population de la ville, soit environ 7000 victimes (les 21-23 octobre 1941) dont un grand nombre d'enfants.

3.2 La Serbie depuis 1945

¹⁷ Membres des mouvements de résistance communistes pendant la Seconde Guerre mondiale, notamment en Yougoslavie autour de Tito.

La conférence de Yalta, en février 1945, ouvre la voie à un compromis entre le roi (qui retrouverait son trône) et Tito (qui dirigerait le gouvernement). Mais en 1945, rien ne s'oppose plus à l'empire des partisans sur l'ensemble de la Yougoslavie. Le 11 novembre de la même année, la liste unique du "Front du Peuple" emporte 90 % des voix. À la monarchie, abolie, succède la république populaire fédérative. La Yougoslavie devient alors, avec l'Albanie, le seul Etat d'Europe centrale doté d'un régime communiste réellement autochtone.

La Yougoslavie socialiste est le produit de l'idéal des Partisans et des conditions géopolitiques de l'époque. Au nom de l'internationalisme prolétarien, l'idée avait germé de regrouper tous les peuples des Balkans, voire de l'Europe centrale, au sein d'une vaste confédération. Cependant, craignant de voir apparaître une troisième force entre l'Occident et l'URSS, Staline mais aussi Churchill rejetèrent ce projet révolutionnaire.

La nouvelle Yougoslavie dut se contenter de l'espace géographique occupé par le royaume d'avant-guerre, mais politiquement elle se voulait en rupture complète avec l'ancien régime.

Le premier souci des dirigeants communistes consistait à établir une structure étatique qui mettait fin aux querelles entre peuples. La formule fédérale adoptée résulte de ces compromis:

- pour ne pas devoir fixer une impossible frontière ethnique entre Croates et Serbes, ils reprennent les limites historiques et érigent la Bosnie-Herzégovine en république distincte;

- pour que les Serbes ne pèsent pas d'un trop grand poids, ils ressuscitent le Monténégro; ils instituent par ailleurs, au sein de la république de Serbie, deux provinces autonomes: la Voïvodine et le Kosovo; la Serbie proprement dite ne représente que 25 % environ de la population yougoslave et la Croatie 20 %;

- ils érigent enfin la Macédoine en république.

Les dirigeants communistes estimaient avoir résolu un des problèmes qui avaient mis en péril la première Yougoslavie: la question nationale. Le mot d'ordre fraternité-unité, ainsi que les slogans prônant l'autogestion et l'égalité entre les peuples devaient lier les différentes nations afin de les amener à vivre en harmonie. Cependant, la Ligue des communistes de Yougoslavie (le parti unique) n'avait jamais eu de véritable stratégie de la question nationale. Elle a agi beaucoup plus par

pragmatisme, voire par opportunisme, que par le biais d'une réflexion théorique approfondie.

Le découpage de la Yougoslavie en républiques effectué en 1945-1946 vise, entre autres objectifs, à ne pas donner à la Serbie un poids excessif dans la fédération. Aussi les populations serbes au sens large (c'est-à-dire orthodoxes de langue serbo-croate) sont-elles réparties entre la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et la Serbie elle-même. Ainsi réduite mais conservant sa position centrale, la Serbie redevient la championne de l'unité yougoslave, comme au temps de Paši ć.

L'équipe titiste ne se maintenait pas au pouvoir par les voies de la démocratie, puisque le parti communiste contrôlait toute la vie politique. Le souci de l'élite dirigeante était de légitimer son pouvoir. Elle s'y est employée en concédant une décentralisation qui, au fil des décennies, sera de plus en plus poussée. Toutefois, si le Parti dirigeait seul le pays, son encadrement de la société civile n'était pas absolu. Entre les citoyens et le comité central existaient de nombreux intermédiaires, autant de paliers tenus par des bureaucrates locaux. À condition de ne pas mettre en cause les fondements du régime, ceux-ci avaient une large latitude de manœuvre. Ils pouvaient en user, voire abuser, en s'appuyant sur des pratiques clientélistes, mais cet éparpillement des pouvoirs rendait le système bien moins oppressif que d'autres, parmi ceux qui s'inspiraient du socialisme.

Cependant, à cause de l'absence de libertés politiques reconnues, le régime n'a pas su intégrer véritablement la notion de citoyenneté. Dans la Yougoslavie de Tito, la seule façon de se distinguer, de s'affirmer face au pouvoir central était de défendre des droits collectifs, ceux de son peuple, de sa nationalité. Seul ce type de droits était pris en compte par le système, au détriment des droits individuels, qui auraient impliqué une véritable démocratisation du système. Les constitutions successives de la Yougoslavie garantissaient de nombreux droits politiques et culturels, comme l'enseignement de la langue maternelle et sa diffusion par la presse, la radio, la télévision et le financement de clubs culturels. Cette politique des nationalités différenciait la Yougoslavie de tous ses voisins où les minorités étaient persécutées, comme les Magyars de Roumanie, les Turcs de Bulgarie et les Tsiganes de Hongrie, voire niées dans leur existence tels les Slaves de Grèce ou les Grecs d'Albanie.

En Yougoslavie, la politique des nationalités offrait un petit espace de liberté. En se bureaucratisant, les institutions qui géraient chaque nationalité devenaient une arme politique pouvant défier l'ordre social et menacer le gouvernement. Tito était conscient que la Yougoslavie était loin d'avoir résolu la question nationale, mais que les difficultés liées à la gouvernabilité de la Fédération nécessitaient de sa part une politique pragmatique basée sur la répression dans un premier temps, puis la concession de nouveaux droits aux groupes nationaux mécontents. La décentralisation de la Yougoslavie, surtout à partir de 1974, était telle que chaque république ou province autonome pouvait bloquer n'importe quelle décision fédérale.

Le régime communiste assurait la cohérence de l'ensemble.

Mis en place indépendamment des Soviétiques, ce régime, à partir de juin 1948, fait l'objet d'attaques en règle de la part de Staline. Le parti communiste yougoslave, tout en proclamant son attachement au marxisme-léninisme, ne cède pas, au contraire: une répression sévère s'abat sur les "kominformistes" (partisans de l'URSS). En 1949, l'URSS et les démocraties populaires rompent leurs relations avec la Yougoslavie. Celle-ci connaîtra dès lors une évolution originale dans le sens de l'autogestion ouvrière des entreprises à partir de 1950 et surtout de la décentralisation économique à l'échelon des républiques à partir de l'année suivante.

À partir des années 1960, et surtout avec la réforme économique de 1965, l'accent fut mis sur la rentabilité des investissements et la compétitivité des entreprises. Peu à peu, d'une république à l'autre, les choix économiques divergèrent. La solidarité entre les peuples s'estompait, chacun voulant renforcer ses positions privilégiées, et les tendances nationalistes se sont progressivement renforcées. Par son pragmatisme, le gouvernement a répondu aux multiples pressions nationalistes qui minèrent, peu à peu, la Yougoslavie, accordant toujours plus de prérogatives aux groupes nationaux aux dépens du projet unitaire et collectif qui avait présidé à la fondation de la Yougoslavie socialiste en 1945.

La recherche d'une "voie yougoslave" ne va pas sans heurts. En 1954, Milovan Djilas, l'un des dirigeants de la Résistance, qui demande une démocratisation plus radicale, est démis de ses fonctions et plus tard emprisonné. À l'inverse, dans la décennie suivante, le Serbe Alexandre Ranković, considéré comme le dauphin de Tito, se voit limogé pour "centralisme", donne un coup d'arrêt

aux ambitions des Serbes, qui conservent néanmoins le contrôle de fait de l'armée fédérale. Ses appréhensions n'étaient pourtant pas sans fondement: au début des années soixante, les poussées nationalistes prennent une telle ampleur que les gouvernements de plusieurs républiques doivent être remplacés. La nouvelle constitution promulguée en 1974 accentue néanmoins le caractère fédéral de la Yougoslavie (chaque république, quelle que soit sa population, dispose d'un même nombre de voix dans les instances fédérales); en outre, les deux provinces autonomes acquièrent un statut de quasi-république (une représentation égalitaire dans les organes fédéraux, ainsi qu'un droit de veto). Ce fait grandir encore plus le sentiment de frustration de beaucoup de Serbes.

Ces mesures furent perçues comme une politique délibérée visant à organiser la sous-représentation politique du peuple serbe. L'organisation politique de la Fédération ne faisait de la Serbie que l'une des huit parties de la Fédération, alors que les Serbes représentaient entre 36 et 42 % (selon les époques) de la population du pays. Il est un fait que Tito, faisant allusion à l'hégémonie des Serbes dans la Yougoslavie d'avant-guerre, préconisait "une Yougoslavie forte avec une Serbie faible". Les nationalistes serbes expliquent aujourd'hui l'attitude de Tito par ses origines croates.

La critique du système titiste varie d'une région à l'autre. Les républiques plus riches du Nord, Slovénie et Croatie, supportaient de moins en moins d'assister financièrement les peuples moins riches du Sud. Selon Zagreb, la politique de Tito était particulièrement anticroate, alors que les Serbes lui reprochent, au contraire, d'avoir défavorisé les Serbes dès la mise en place de la Fédération.

Les Serbes oublient de préciser qu'ils n'étaient pas le seul peuple à être ainsi dispersé et que par ailleurs, en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, ils étaient considérés comme des peuples souverains au même titre que les Croates ou les Musulmans. La Constitution de la Croatie, par exemple, permettait à un Serbe de la représenter auprès des instances fédérales. Cependant, le fait que la capitale fédérale soit aussi celle de la république de Serbie faisait ressentir aux autres nations le poids des Serbes dans la direction du pays.

3.3 La Serbie après Tito

À sa mort en 1980, Tito laisse une Yougoslavie en proie aux difficultés

économiques que l'éclatement du pouvoir entre autant de gouvernements que de républiques ne fait qu'aggraver, car chacun d'entre eux tend à jouer du chauvinisme local pour rejeter sur les autres la responsabilité des difficultés. La diversité des niveaux de développement économique alimente aussi les tensions: les républiques relativement riches de Slovénie et de Croatie rechignent à subventionner les moins fortunées (Bosnie-Herzégovine, Monténégro et Macédoine) dont elles mettent en doute la capacité à faire bon usage des aides fédérales.

Le processus d'affirmation nationale, déjà engagé dans les autres républiques de la Fédération (dès 1971 en Croatie), s'est accéléré en Serbie à partir du milieu des années 1980, faisant de nouveau apparaître au grand jour la question serbe.

Le sentiment des Serbes est que la Fédération titiste ne leur a pas permis de développer leur projet national. Elle les a privés de territoires (le Kosovo et la Voïvodine), tout en leur imposant une contribution financière au profit du Kosovo, alors qu'à leurs yeux, seuls les Albanais de cette province disposaient à leur guise de ces ressources.

D'ailleurs, disent-ils, la preuve était dans la constitution de la direction du Parti communiste Yougoslave: Tito était croato-slovène; Bakaric, croate; Kardelj, slovène. On prétend en Serbie que Djilas et Rankovic ont été évincés du pouvoir car l'un était monténégrin, et le second, serbe. Toutefois, si le second, quoique communiste, est estimé par les nationalistes serbes à cause de sa politique répressive au Kosovo dans les années soixante en sa qualité de ministre de l'Intérieur, le premier restera celui qui a divisé les Serbes en encourageant la reconnaissance d'une nationalité monténégrine par le Parti communiste yougoslave.

Dans tous les cas, les Serbes se sentaient frustrés et dénonçaient les pratiques discriminatoires qu'ils subissaient au Kosovo, en Croatie et même en Voïvodine. Ce sont les événements du Kosovo qui ont servi de prétexte à une grande majorité des intellectuels serbes, relayés par les médias, pour propager leurs idées nationalistes. Celles-ci ont propagé dans un texte appelé le *Mémorandum*.

Le *Mémorandum* ne parle ni de "Grande Serbie", ni de purification ethnique, mais il dresse un réquisitoire très violent contre les dirigeants communistes. En faisant un bilan économique, politique et culturel, il analyse la crise du système fédéral et fait l'inventaire des griefs spécifiques à la nation serbe. S'il n'appelle pas à la "purification ethnique" de la Serbie, il invite les Serbes à reconquérir leur

souveraineté nationale perdue (notamment à cause de la Constitution de 1974, un acte jugé antiserbe par excellence). Il dénonce les injustices et les sacrifices du peuple serbe qui “n’a pu obtenir d’être l’égal en droits des autres peuples de Yougoslavie” et “qui n’a pas eu le droit d’avoir son propre État”. Mettant en avant les intérêts du peuple serbe (et ceci au détriment des autres), les auteurs appellent à la reconquête des territoires perdus et à la reprise du contrôle serbe sur les provinces autonomes. Dressant un bilan de la situation discriminatoire des Serbes du Kosovo, les auteurs du texte n’hésitent à parler de “génocide physique, politique, juridique et culturel”. Ils affirment que la situation n’est guère meilleure pour les Serbes de Croatie. Le texte estime que, ne contrôlant pas leur propre développement économique au sein de la Fédération, les Serbes n’ont pas résolu leur question nationale. N’appelant pas explicitement tous les Serbes à se réunir dans seul État, le *Mémoire* estime tout de même que le peuple serbe doit “redevenir un sujet de l’Histoire”, et contrôler son propre État national.

Ce fut le cheval de bataille de Slobodan Milosevic, dont le discours à la fois nationaliste et populiste lui avait permis de prendre le contrôle, en 1987, de la section serbe de la Ligue des communistes de Yougoslavie (SKJ). Grand défenseur du centralisme, au profit des Serbes, c’est lui qui est parvenu à faire adopter, le 28 mars 1989, une révision de la Constitution de la république de Serbie privant les provinces du Kosovo et de Voïvodine de toute autonomie, mettant ainsi en place une dynamique dictatoriale et répressive qui s’imposera dans les années qui vont suivre.

Avec la reprise en main de ses deux provinces, la Serbie disposait de deux voix supplémentaires à la présidence collégiale de la Yougoslavie. Avec celle de son allié, le Monténégro, cela faisait quatre. Grâce à ces nouveaux rapports de force, la Serbie pesait autant que toutes les autres républiques réunies. C’est ainsi que les autres peuples ont vu se constituer un « bloc serbe », leur rappelant le spectre de l’hégémonisme grand-serbe de la première Yougoslavie royaliste. Si une majorité de Serbes défendait la Fédération, tout en prenant leur distance avec les titistes des gouvernements précédents, Slovènes et Croates optaient plutôt pour une confédération de républiques souveraines, mais tout en restant très flous sur les questions nationales.

Les divergences culminent à la fin des années quatre-vingt: d’un côté, le nationalisme serbe, sous l’impulsion de Slobodan Milošević, prend un tour

extrêmement chauvin; de l'autre, les Slovènes et les Croates aspirent de plus en plus à se détacher de la Fédération. En septembre 1989, le parlement slovène adopta six amendements à sa Constitution, proclamant notamment le droit à l'autodétermination de la Slovénie jusqu'à la sécession, ainsi que l'interdiction faite à la présidence fédérale d'y décréter l'état d'urgence.

Sur le plan économique, le programme libéral d'Ante Markovic, en visant à juguler l'inflation (2600 % en 1989) et à instaurer une économie de marché, ne faisait pas l'unanimité au sein de la Fédération yougoslave. Les Slovènes et les Croates annoncèrent ne plus vouloir participer au système du fonds d'aide au développement des républiques les plus pauvres, afin de disposer librement de leurs ressources nationales. La situation économique de la Yougoslavie s'étant nettement dégradée au cours de la décennie, comme dans d'autres pays connaissant une fracture socio-économique Nord-Sud, les mécanismes de la solidarité devenaient beaucoup plus difficiles à faire fonctionner. C'est d'ailleurs la plus riche des républiques yougoslaves qui va la première faire sécession.

En janvier 1990, le XIV^e Congrès de la Ligue des communistes fut interrompu par le départ de la délégation slovène. Les Slovènes rompent tout lien avec la Ligue des communistes de Yougoslavie, bientôt suivis des Croates. Le Congrès ne reprit qu'en mai, se clôturant sur l'officialisation du multipartisme. La Yougoslavie socialiste allait voir ainsi disparaître un des piliers du pouvoir : le parti unique.

De nouvelles élections s'imposaient afin d'élire de nouveaux dirigeants. Cependant, au lieu d'organiser un scrutin à l'échelle de la Fédération, chaque république organisa ses propres élections. Une myriade de formations politiques firent alors leur apparition, montrant la complexité des rapports des citoyens au politique. La grande majorité de ces partis avait des bases nationales, et leurs programmes politiques tendaient, pour beaucoup d'entre eux, vers le nationalisme. Les élections eurent lieu en avril et décembre 1990. Hormis en Serbie et au Monténégro, les partis communistes ont partout perdu le pouvoir, au profit de formations nationalistes.

En 1990, après référendum, une nouvelle Constitution serbe est adoptée, qui met pratiquement fin à l'autonomie de la Voïvodine et du Kosovo mais instaure le multipartisme. Milošević est élu président de la République de Serbie en décembre,

avec 65% des voix.

En mai 1991, selon le tour de rôle organisé par les institutions, c'était au représentant de la Croatie d'accéder, pour un an, à la présidence de la direction collégiale de la Fédération. Le président sortant était le Serbe Borisav Jovic. Rompant avec les règles de la collégialité yougoslave, les Serbes tentèrent de s'opposer à l'accession du Croate, Stipe Mesic, à ce poste. Après la démission des représentants de la Serbie, de la Voïvodine et du Monténégro, et la révocation de celui du Kosovo, Milosevic annonçait ne plus reconnaître les décisions de la présidence collégiale. Le système yougoslave ne fonctionnait plus.

En juin 1991, un "bloc serbe" (Serbie et ses deux régions autonomes, Monténégro) se constitue qui s'oppose à toute refonte de la Fédération. Le 25 juin, la Slovénie et la Croatie proclament leur indépendance. L'armée fédérale – depuis longtemps encadrée par une majorité d'officiers serbes – s'oppose aussitôt à la sécession de la Croatie, où éclate une véritable guerre.

La perspective d'un éclatement de la Yougoslavie ne pouvait pas être perçue de la même façon par les diverses parties en cause. Pour les Slovènes, il s'agissait de s'affranchir d'un système dont ils ne voulaient plus, avec de bonnes chances que la sécession s'accomplisse sans grande difficulté (ce que la suite des événements a confirmé). Les Croates avaient eux aussi pour objectif de fonder un Etat indépendant; ils ne pouvaient cependant ignorer que les Serbes de Croatie souhaitaient demeurer liés aux autres Serbes au sein d'un ensemble yougoslave. Les autres nations yougoslaves n'avaient pas intérêt à ce que la Fédération éclate. Les Macédoniens redoutaient de se retrouver faibles et isolés, face à des voisins peu coopératifs (comme l'a montré l'attitude de la Grèce à leur égard). Les Serbes voyaient le risque que leur nation, réunie au sein d'un même Etat – la Yougoslavie – depuis 1918, se trouva à nouveau fragmentée et pour partie englobée dans des Etats dirigés par d'autres. Si Slobodan Milošević n'avait pas soufflé sur le feu, les Serbes auraient-ils accepté une telle perspective sans réagir ? Rien n'était moins sûr. Quant aux Musulmans, l'éclatement de la Yougoslavie ne pouvait être pour eux qu'un très grave danger, car elle seule leur donnait la possibilité de vivre à la fois en paix et géographiquement dispersés, en étant tout simplement yougoslaves.

Le second pilier du pouvoir fédéral yougoslave était l'armée. Elle dépendait de la Fédération titiste, autant de part son statut que de l'origine de ses ressources. La

tradition militaire n'était pas grand-serbe, l'armée se posait plutôt en garante de l'héritage de Tito. Le haut commandement était réparti selon les règles de la collégialité entre les différentes nationalités. Toutefois les cadres intermédiaires, qui échappaient aux règles de la représentation nationale proportionnelle, étaient en majorité serbes (environ 60 % des officiers).

L'existence même de l'armée dépendait du maintien de la Fédération. Dès 1986, la haute hiérarchie militaire condamnait les aspirations nationalistes serbes, notamment les discours de Slobodan Milosevic, et mettait en garde les dirigeants politiques contre les tendances séparatistes serbes comme croates, slovènes ou autres. Sa mission étant de défendre les frontières de la Fédération, l'armée intervint en juin 1991 pour tenter d'empêcher la sécession de la Slovénie. Moins de trois semaines plus tard, elle était contrainte de se retirer.

Le conflit qui a éclaté à la mi-juillet 1991 n'est pas tant "yougoslave" que "serbo-croate", car l'armée fédérale a évacué la Slovénie dès l'été 1991 (après des affrontements limités) et la Macédoine en février-mars 1992. Il porte – fondamentalement – sur la légitimité des frontières à l'intérieur de l'ensemble serbo-croate, telles que léguées par la Fédération. Les Croates et les Mulsumans, auxquels ces frontières donnent satisfaction, affirment qu'elles sont légitimes et que la protection des minorités ethniques (serbes notamment) doit être assurée par des dispositions appropriées. Les Serbes, en revanche, nient la légitimité de telles frontières, qu'ils jugent artificielles et qui morcellent la nation serbe. La communauté internationale (Communauté européenne, ONU), par principe opposée à la remise en cause des frontières, soutient le point de vue des Croates et des Mulsumans. Les autorités serbes auraient peut-être pu s'incliner. Elles ont au contraire décidé d'imposer par les armes un nouveau découpage et elles l'ont fait avec d'autant plus de violence qu'elles disposaient d'emblée d'une force militaire considérable: l'ex-armée fédérale.

La communauté internationale, non sans hésitations, a admis le droit de sécession des républiques ex-yougoslaves. La Slovénie, la Croatie et la Bosnie sont devenues membres de l'ONU le 22 mai 1992. Ce faisant, la communauté internationale a désigné la Serbie-Monténégro comme l'agresseur.

À la suite de l'éclatement de Fédération de Yougoslavie, la Serbie et le Monténégro forment en avril 1992 la nouvelle "république fédérale de Yougoslavie"

(non reconnue par la communauté internationale). La situation de guerre en Croatie et en Bosnie-Herzégovine permet à Milošević de renforcer son pouvoir. Aux élections législatives de décembre 1993, le Parti socialiste (ex-communiste, qu'il dirige) remporte 123 sièges sur 250. Les autres sièges se répartissent entre, d'un côté, une opposition démocratique (animée notamment par Vuk Drasković), de l'autre, une opposition ultra-nationaliste (Parti radical).

L'action de la communauté internationale a d'abord pris trois formes:

- négociations entre les parties en conflit sous l'égide de la Communauté européenne et de l'ONU; elles ont conduit à un plan de réorganisation de la Bosnie-Herzégovine en dix provinces;

- déploiement d'une force de l'ONU (la Forpronu) dans les zones serbes de Croatie et en Bosnie-Herzégovine; dans ce second pays, la force de l'ONU s'est concentrée, à partir de mai 1993, dans six "zones de sécurité" visant à la protection des Musulmans;

- sanctions à l'égard de la Serbie-Monténégro, en consistant essentiellement en un embargo économique.

Cette action a sans doute permis de contenir les ambitions des autorités serbes. Elle n'a cependant pas empêché ces dernières d'atteindre leur principal objectif, à savoir la continuité territoriale des zones sous contrôle serbe, de la Serbie aux *krajina* via le nord de la Bosnie (corridor de la Posavina). En outre, elle n'a pas empêché l'expulsion massive, par les forces serbes, de Musulmans de Bosnie et d'Herzégovine orientales et de Bosnie centre-occidentale. Le "nettoyage ethnique" a également été pratiqué par les Croates à l'égard des minorités serbes de la région de Knin et de Slavonie occidentale.

Le plan américain de Dayton signé en décembre 1995 a abouti à une division de la Bosnie-Herzégovine, désormais composée d'une "république serbe" et d'une "fédération croato-musulmane".

La question du Kosovo est certainement le problème le plus épineux de la péninsule balkanique. Cette région revendiquée par les Serbes comme leur berceau national est aujourd'hui peuplée à plus de 80 % d'Albanais. Mis à part quelques voix minoritaires, ceux deux peuples ne conçoivent plus aujourd'hui de vivre ensemble. Même l'appellation de la province pose un problème. Si les Albanais utilisent le terme de *Kosovë* (traduction albanaise de Kosovo), les Serbes préfèrent le nom de

Kosovo i Metohija. Le terme de *Metohija* vient du grec *metocho* qui désigne un domaine agricole appartenant à un monastère. Sous l'occupation turque, ce toponyme faisait référence aux terres fertiles rattachées aux grands monastères orthodoxes de la région. Par extension, il désigne la vaste plaine de la partie orientale de la province. Cette dénomination fut officiellement supprimée en 1966 pour faire place au seul nom de Kosovo.

Le Kosovo est une région peuplée très majoritairement d'Albanais (82,2 % selon le recensement de 1991), une population non slave en grande partie musulmane. Si on prend en compte les Slaves musulmans (environ 4%) et la petite minorité turque (presque 1%), on a affaire à une région très largement acquise à l'islam, et où la langue des Serbes est très peu pratiquée. Ce fait joue contre l'argument du *Mémorandum*.

L'argument majeur des Serbes pour justifier leur emprise sur la région, alors qu'ils ne représentent que 10 % de la population, est historique. C'est au Kosovo qu'est née leur Église, et cette région fut le centre du plus florissant des États de la Serbie médiévale, à une époque que l'historiographie serbe décrit comme l'âge d'or de la nation serbe.

Dans la réalité, le Kosovo n'est que l'une autre « Jérusalem. Chaque peuple, les Albanais et les Serbes, a son propre argument pour y défendre ses intérêts.

Conclusion

Les Balkans, de par de leur situation géographique, ont toujours joué et continuent à jouer un rôle très important dans les relations entre les empires et entre les états et, aujourd'hui, au niveau européen, particulièrement.

Nous avons tout d'abord exposé les origines des Serbes. C'est au XI^e siècle qu'a commencé la partition entre les Slaves du Sud. Celle-ci s'est caractérisée par la rupture religieuse qui a eu l'Eglise orthodoxe comme acteur principal de ce processus. Elle est devenue l'un des piliers fondamentaux de l'identité serbe. Bien que les Slaves soient arrivés dans les Balkans dès le VI^e siècle, c'est le couronnement de Stevan Némanjide selon le rite orthodoxe en 1221 qui marque la naissance du royaume de Serbie. Mais l'empire Serbe n'a duré que jusqu'à la bataille de Kosovo Polje en 1389. Cette défaite ouvre la voie à l'occupation ottomane. Celle-ci a provoqué, peu temps après, des migrations de la région du Kosovo, où les Albanais se sont ensuite installés, vers le sud du royaume de Hongrie. Ce fait a déterminé la frontière septentrionale de la Serbie jusqu'à la Première Guerre mondiale. En effet, le royaume serbe a perçu sa position entre les deux royaumes, austro-hongrois et ottoman, et le rôle géopolitique que cela représentait.

Ensuite, nous avons montré le chemin du royaume serbe vers son indépendance. Cette période a été marquée à la fois par une dispute du pouvoir interne et par le conflit d'émancipation contre les Ottomans. C'est dans cette période qu'a été développé le projet de Grande Serbie se référant aux Slaves du Sud et prévoyant une ouverture sur la mer. L'indépendance n'a pas fait cesser les luttes internes. Les cinq siècles de domination ottomane et, plus notamment, la manière particulière d'administration ottomane ont provoqué une conversion volontaire des populations locales à l'islam, constituant ainsi un nouveau facteur à prendre en compte, principalement de nos jours. L'indépendance de la Serbie n'a pas réussi à réunir les Serbes dans un même royaume.

Puis, nous avons vu les principaux faits du XX^e siècle où de nouveaux acteurs sont apparus. La Serbie, qui était tournée vers le nord, s'est tournée vers le sud. En visant un accès à la mer à travers le pays albanais, elle a chassé les Turcs. À l'issue de la Première Guerre

mondiale, l'unification des Slaves du Sud s'est faite autour de la monarchie serbe. Pendant la période entre les deux guerres mondiales, la lutte entre les peuples s'est intensifiée. Le royaume serbe a vécu une nouvelle période de dictature qui s'est prolongée jusqu'à la fin des années quatre-vingt.

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, la Fédération yougoslave était censée jouer un rôle d'arbitre entre l'Est et l'Ouest. Quand les accords de Moscou en octobre 1944 partagèrent les Balkans, Churchill et Staline firent de la Yougoslavie une zone "neutre", en termes d'influence. Par-là même, sa souveraineté et sa stabilité dépendaient non seulement des forces politiques, économiques et sociales internes à la Fédération socialiste, mais aussi des puissances étrangères.

Cette situation a permis à la Yougoslavie d'obtenir, à différentes périodes, des capitaux soviétiques et des capitaux provenant des Etats-Unis et des pays occidentaux. Ces derniers étaient la contrepartie d'un certain confort géopolitique que la Yougoslavie offrait aux pays du flanc sud du dispositif de l'OTAN, en particulier l'Italie.

La Yougoslavie socialiste avait pleinement intégré et assumé son rôle d'État tampon au point d'en faire un élément de son identité politique. En effet, c'était une conséquence de la rupture de 1948 qu'elle supportait difficilement seule.

Le nouveau régime mis en place à partir de 1945 n'a fait que cacher les différences entre les peuples, en donnant une impression de relative paix. Toutefois, un nouveau facteur, l'économie, a fait augmenter la distance entre eux.

Le *Mémorandum* dans les années quatre-vingt a été l'annonce de tout ce qui allait éclater dans les années quatre-vingt-dix.

La fin de la Guerre froide et la disparition du monde bipolaire et des antagonismes Est-Ouest provoquaient la perte d'un peu de son identité, de sa neutralité, même factice et de sa raison d'être. De nouvelles stratégies géopolitiques allaient être mises en œuvre, et ce n'est effectivement pas un hasard si son éclatement a coïncidé, à quelques mois près, avec la disparition de l'URSS, et donc de la menace soviétique.

Il me semble que la Serbie s'est édifiée contre des adversaires successifs et contre les intérêts de grandes puissances. L'Église orthodoxe a joué un rôle fondamental dans son édification. Elle se caractérise encore par plusieurs années de guerre ou de tensions attisées par des régimes autoritaires. La Serbie ne connaît pas une situation de sécurité ni de stabilité, omnubilée par des menaces dont elle croit souffrir.

Tous les peuples des Balkans cherchent à la fois à établir leur hégémonie et à échapper

à une probable menace dans la région. Toutefois, les Balkans subissent encore la lutte d'influence et des intérêts des grandes puissances qui jouent leur propre géopolitique sans prendre en compte les particularités. Ainsi, l'avenir de la Serbie continue à s'inscrire dans l'incertitude, même si l'évolution actuelle vers la démocratie et l'économie de marché pourra peut-être lui permettre de se rapprocher de l'Europe en construction.

Bibliographie

CASTELLAN Georges, Histoire des Balkans, Ed Fayard, 1991, 643 p.

GARDE Paul, Les Balkans, Flammarion, 1996, 127 p.

GARDE Paul, Vie et mort de la Yougoslavie, Ed Fayard, 1999, 480 p.

GRMEK Mirko, Marc GJIDARA et Neven SIMAC, Le nettoyage ethnique – Documents historiques sur une idéologie serbe, Ed Fayard, 1993, 340 p.

LUTARD Catherine, Géopolitique de la Serbie-Monténégro, Ed Complexe, 1998, 144 p.

SELLIER André, Jean SELLIER, Atlas des peuples d'Europe Centrale, La Découverte, 1998, 199 p.